

Aux organisations syndicales
CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE/CGC, UNSA, FSU, CNT

Le 7 novembre 2011

Cher-e-s camarades,

La situation sociale est alarmante. Le contexte international de crise du système capitaliste a des effets dévastateurs sur les populations. En Europe, la « crise de l'Euro » a un prix extrêmement élevé, que les gouvernements et le patronat veulent faire payer aux salarié-e-s, aux chômeurs/ses, aux retraité-e-s, aux jeunes en formation. Cette situation sert aussi de prétexte à multiplier et aggraver les plans d'austérité, dont ces mêmes populations sont victimes.

Bien sûr, il y a nécessité de construire une réponse syndicale à l'échelle européenne, voire plus. Pour ce qui nous concerne, nous y travaillons en lien avec de nombreuses organisations syndicales d'autres pays, et aussi dans le cadre de mouvements sociaux plus larges comme le récent contre-sommet organisé autour du G20. D'autres font des choix différents, par exemple à travers la déclaration commune Patronat/Syndicats faite dans le cadre officiel du G20.

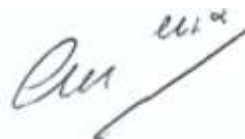
Nous connaissons nos différences. Mais la situation que vivent les salarié-e-s doit pousser le mouvement syndical à surmonter celles-ci, sans pour autant les nier. Après le plan d'austérité de fin août, plusieurs de nos organisations avaient publié un communiqué commun, le 1^{er} septembre, dans lequel nous indiquions « *La facture est principalement supportée par les salariés et les consommateurs. Le gouvernement ne remet pas en cause les niches fiscales dont on sait qu'elles n'ont aucune efficacité économique et sociale. La contribution des plus hauts revenus reste symbolique et n'est pas de nature à réduire les inégalités* ». Depuis, rien n'est réglé : bien au contraire, le gouvernement renforce cette politique, pour satisfaire les banquiers, les rentiers, le patronat et ce « marché » qui prétend diriger le monde.

Les nouvelles mesures antisociales que le gouvernement vient d'annoncer renforcent encore les inégalités et frappent les plus démunis-e-s en désindexant de l'inflation des prestations sociales essentielles, en réduisant encore les prestations de la sécurité sociale, en accélérant les échéances de la contre-réforme des retraites que nous avons tous combattue. Elles nécessitent un front syndical unitaire, pour construire la mobilisation, et proposer des initiatives à la hauteur des attaques patronales et gouvernementales, et de l'exigence de justice sociale que doit défendre le mouvement syndical.

Du mouvement sur les retraites en 2010, nous avons tiré un bilan, public. C'est un élément du nécessaire débat intersyndical. Il y a urgence pour le mouvement syndical à reprendre l'initiative, à redonner confiance aux salarié-e-s : le système capitaliste qui est en crise n'est pas le nôtre, ce n'est pas à nous de payer cette crise ... d'autant que les moyens financiers accumulés par une minorité ne cessent de croître ! C'est bien la redistribution des richesses produites qui est le cœur du problème.

L'enjeu est particulièrement important ; il nous paraît indispensable d'organiser une réunion intersyndicale rapidement, pour prendre des décisions permettant d'inverser la tendance, de contrer les prétentions patronales, de casser la spirale des licenciements, de la précarité, de la pauvreté, etc. Dans l'attente de votre avis sur cette proposition unitaire et dans l'espoir que cela soit mené à bien dans les meilleurs délais, nous vous adressons nos salutations syndicalistes.

Pour l'Union syndicale Solidaires : *Christian Mahieux*



**144 Bd de la Villette
75 019 Paris**

**Téléphone : 01 58 39 30 20
Télécopie : 01 43 67 62 14**

**contact@solidaires.org
www.solidaires.org**